

N°3 / 2023



dossier n° DP 050 139 22 W0045

date de dépôt : 09/11/2022

demandeur : BOUYGUES TELECOM

date d'affichage en mairie de l'avis de dépôt :
15/11/2022

pour : Implantation d'un relais de radiotéléphonie
(pylône et zone technique)

adresse terrain : **Les Monts
Troisgots**

ARRÊTÉ

de non-opposition à une déclaration préalable
au nom de la commune de CONDE-SUR-VIRE

Le Maire de CONDE-SUR-VIRE,

Vu la déclaration préalable présentée le 09/11/2022 par BOUYGUES TELECOM représentée par François MALARD demeurant 76 rue des Français Libres 44200 NANTES ;

Vu l'objet de la demande :

- pour : Implantation d'un relais de radiotéléphonie (pylône et zone technique) ;
- sur un terrain situé Les Monts, Troisgots, cadastré 608 ZB 23 ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L 421-1, L 422-1 et suivants, R 422-1 et suivants ;

Vu l'article L 332-8 du code de l'urbanisme ;

Vu le règlement national de l'urbanisme ;

Vu l'avis favorable de la commune de CONDE SUR VIRE en tant que gestionnaire de la voirie communale en date du 25/11/2022 ;

Vu l'avis conforme favorable du préfet en date du 14/12/2022 ;

Vu l'avis d'ENEDIS, en tant que gestionnaire du réseau d'électricité, en date du 07/12/2022 ;

Vu les pièces jointes à la demande ;

ARRÊTE

Article 1

Il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable.

Article 2

Au titre des équipements publics exceptionnels, le projet est soumis au versement d'une participation concernant la desserte en électricité : la réponse d'ENEDIS est basée sur une puissance de raccordement de 36 kVA. La longueur de l'extension est de 1 mètre en dehors du terrain d'assiette de l'opération pour un montant de 4 289,40 euros (quatre mille deux-cent quatre-vingt-neuf euros et quarante centimes d'euro) suivant le devis estimatif d'ENEDIS en date 07/12/2022.

Le montant de la participation est égal au coût des équipements publics à financer.

A CONDE-SUR-VIRE, le 6 janvier 2023

Le Maire-Adjoint à l'urbanisme,

Alain EUDES



La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

Votre projet est soumis au versement de la taxe d'aménagement communale au taux de 2,5%, de la taxe d'aménagement départementale au taux de 2,5% et de la redevance d'archéologie préventive au taux de 0,4 % dont le paiement sera dû dans un délai de 12 mois suivant l'obtention de la présente autorisation. Le montant de ces taxes ainsi que les modalités de recouvrement des sommes dues seront précisées ultérieurement par la Direction Départementale des Finances Publiques (DDFIP).

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Durée de validité du permis :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 36 mois à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée deux fois pour une année si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.